

COVID-19 : de la pandémie mondiale à l'effondrement du bloc Atlantiste !

Il nous apparaît important dans cet article de compléter encore nos réflexions du [14 mars 2020](#) ainsi que celles du [16 mars 2020](#) sur la réalité de la pandémie actuelle du COVID-19 et de ses répercussions mondiales déjà sans précédent, tout en traçant les grandes lignes de ses principales répercussions à venir, dans un futur proche.

Dès la découverte, à la fin décembre 2019, de l'existence du coronavirus par les chinois à Wuhan, l'administration Trump et tous les médias atlantistes à sa botte ont adopté une attitude de parti-pris délibéré visant à faire endosser la paternité de ce nouveau virus à la Chine. Il est vrai que cette attitude avait sa propre cohérence : utiliser la découverte du coronavirus à Wuhan comme prétexte pour porter la Guerre sur les fronts économiques, commerciaux et idéologiques avec Pékin à un nouveau degré. Il s'agissait de justifier un renforcement sans précédent des mesures protectionnistes, de tenter de l'isoler diplomatiquement et économiquement, c'est-à-dire de tenter d'asphyxier l'économie chinoise dans un contexte (espéré) de crise sanitaire dont l'impérialisme américain escomptait des retombées économiques, sociales et politiques aussi bien internes qu'externes. Cette stratégie a lamentablement échoué. En outre, elle est même aujourd'hui en train de se retourner contre ceux qui se sont lancés dans ces instrumentalisations criminelles, tout en négligeant l'état sanitaire de leurs propres peuples et des peuples des autres pays.

Au 29 février 2020, les USA n'avaient réalisé qu'un total de [472 tests](#) sur leur sol, soit 1 test pour 700 000 habitants... « L'état d'urgence sanitaire » avait pourtant été décrété aux USA [dès le 31 janvier](#) par l'administration Trump. A titre de comparaison, la Chine avait réalisé plus de 320 000 tests dans la province du Guangdong au cours des trois premières semaines de l'épidémie, soit 1 test pour 353 habitants, et la Corée du Sud avait réalisé plus de 210 000 tests au 9 mars, soit 1 test pour 244 habitants. Enfin l'Italie, qui avait réalisé près de 9 500 tests au 26 février, en totalisait plus de 60 760 au 10 mars, soit 1 test pour 995 habitants.

C'est-à-dire qu'au cours des deux premiers mois pendant lesquels la Chine a engagé (et gagné haut la main) la guerre contre le coronavirus, l'administration Trump s'est emmurée dans la politique du déni à des fins d'instrumentalisation politique contre Pékin, et n'avait dans le même temps conduit quasiment aucun test de dépistage au sein de la population américaine. Pour sa défense, il est vrai que lorsque l'on ne veut pas réellement trouver, il suffit de ne pas chercher... Mais cette attitude ne fait plus l'unanimité aux USA depuis quelques semaines. Et ce mépris total de l'administration Trump pour la sécurité publique commence même à poindre au sein même des mass-médias américains qui commencent à sentir une dangereuse odeur de souffre...

C'est ainsi que le 2 mars, le Dr Matt McCarthy – médecin spécialiste des maladies infectieuses à l'hôpital universitaire Presbytérien de New York –, déclarait au cours d'une interview sur la chaîne TV américaine CNBC que les hôpitaux américains n'étaient capables ni d'identifier correctement le coronavirus, ni de le traiter, ajoutant qu'il n'avait pas lui-même eu accès aux kits de tests, alors même que l'Etat de New York n'avait jusque-là pratiqué qu'un total de... 32 tests ! En outre il remarquait que les officiels de la CDC avaient été contraints de reconnaître que les premiers kits de test déployés étaient « [problématiques et ne délivraient pas des résultats précis](#) ». Le Dr Matt McCarthy dénonça ainsi un véritable « [scandale national](#) », ajoutant que comme certains pays comme la Corée du Sud avait réalisé plus de 10 000 tests par jour et qu'on aurait bientôt aux USA des nouveaux cas [par milliers](#), quoique l'on fasse...

Ce n'est que sous cette pression que l'administration Trump a commencé à commander davantage de tests. Au 10 mars, le compte en était désormais à 8 554 tests, soit 1 test pour près de 39 000 habitants. Durant cette période, le nombre de cas déclarés est ainsi passé de 86 à 971 aux USA. Au 17 mars, c'étaient désormais 6 468 cas de patients infectés qui avaient été recensés aux USA, dont 1 859 nouveaux cas recensés au cours des dernières 24 heures...

Et plus on y multipliera le nombre de tests, plus on s'apercevra que le degré de prévalence du coronavirus aux USA est de très loin supérieur à ce qu'il a été à Wuhan, mais avec une dominante des souches virales les moins létales. Pour autant, la souche la plus agressive (C) est bien présente aux USA, et si l'administration Trump s'entête à persister dans le déni, et à ne pas prendre également des mesures de confinement et de dépistage adaptées, l'affluence de cas graves ira en s'accroissant et la crise sanitaire frappera alors à grande échelle non seulement les populations pauvres qui se meurent dans l'indifférence quasi-générale, mais aussi les débris de la « classe moyenne » rescapés de la crise de 2008, et même une fraction de la moyenne et grande bourgeoisie américaine elle-même...

Le réveil pourrait être brutal quand les américains s'apercevront que le coronavirus circule aux USA depuis au moins 8 mois maintenant, et que tout a été fait par l'administration Trump pour le cacher. Le COVID-19 pourrait ainsi se révéler être pour Donald Trump lui-même, un couperet implacable et infiniment plus efficace que n'importe quelle procédure d'Impeachment... La forte prévalence des différentes souches du COVID-19 désignent aujourd'hui indéniablement le territoire américain comme le foyer initial de l'actuelle pandémie mondiale, et le fait que le virus ait atteint le cercle des [élites politico-médiatiques américaines](#) en est un indice supplémentaire.

La France est indéniablement également adepte de la [méthode Coué](#) : « On ne va pas arrêter la France, notre pays est solide, la vie ne s'arrêtera pas », assurait encore le 5 mars Sibeth Ndiaye sur LCI. Au moins, la porte-parole de l'équipe Macron avait-elle le mérite de faire « honneur » à la consonance de son prénom en se faisant la porte-parole de l'infinie cupidité de la grande bourgeoisie française et de ses représentants politiques, plus préoccupés des répercussions économiques d'une véritable quarantaine à la chinoise ou à l'italienne,... et de la tenue du 1^{er} tour de leur misérable campagne municipale, que du spectre grandissant d'une crise sanitaire majeure...

Mais il n'y a là rien d'étonnant à la vue de la politique de destruction accélérée de l'Hôpital public mise en œuvre par « notre » actuel président, qui a entériné les coupes budgétaires et la disparition de milliers de lits d'hôpitaux dont avaient déjà à souffrir le secteur français de la santé avant la pandémie actuelle, politique qui va être la cause directe de la mort des patients en état critique que l'on aura d'autre choix que de laisser mourir, faute de lits disponibles sous assistance respiratoire...

En effet, nous nous rapprochons à grand pas d'une crise sanitaire majeure, car la France compte aujourd'hui déjà plus 7 730 cas déclarés, dont 1 097 nouveaux recensés rien qu'au cours des dernières 24 heures. Surtout, on compte désormais près de 700 patients en état critique, un chiffre en hausse de 300 personnes par rapport à la journée précédente, et les personnels soignants des grands foyers épidémiques en France tirent déjà la sonnette d'alarme au sujet de la pénurie d'équipements de protection, de la hausse du nombre de morts, de la durée particulièrement longue au cours de laquelle les cas critiques ont besoin d'une assistance respiratoire (une douzaine de jours en moyenne), et du manque déjà criant de moyens, en particulier de lits disposant d'appareils d'assistance respiratoire.

Et ce n'est pas le fameux « hôpital militaire de campagne » (d'une capacité ridicule de 30 lits) mis en avant par Macron au cours de son discours TV pour prouver que la France mettait « tous les moyens » dans cette « guerre » contre le coronavirus, qui parviendront à inverser le cours actuel de la pandémie, d'autant que les mesures de confinement aujourd'hui adoptées en France ne sont que des demi-mesures dont l'inefficacité apparaîtra de plus en plus criante au cours des prochains jours...

Les calculs politiques lamentables de la Ripoublique en marche, et notamment son entêtement à vouloir maintenir à tout prix la tenue du 1^{er} tour des élections municipales qui a été marqué par une abstention record de 55 % alors même que laREM décrétait la veille au soir la fermeture des restaurants, risquent de coûter très cher au peuple de France dans les prochaines semaines...

Non, l'espoir de vaincre le coronavirus ne viendra pas de la chloroquine, traitement de choc antipaludéen aux effets secondaires notoires – véritable pansement sur une jambe de bois dans la stratégie de communication macroniste –, mais sans doute d'un véritable vaccin.

En effet, le 17 mars 2020, la Russie a annoncé avoir [démarré les tests cliniques sur des animaux d'un vaccin](#) développé par le Centre d'Etat de recherche en virologie et biotechnologie Vektor à partir du génome séquencé par les chinois. Si l'évaluation de l'efficacité et de la sécurité du vaccin sont concluantes, il devrait être disponible à partir du mois de juin.

Il faudra donc encore, pour les pays frappés les plus durement par l'épidémie, faire face au coronavirus pendant encore au moins trois mois sans cette arme.

La Chine, Taïwan et la Corée du Sud ont pour leur part déjà complètement stoppé le développement de la pandémie, et les rares cas rapportés quotidiennement sont dans leur écrasante majorité désormais importés et interceptés dès leur arrivée dans les aéroports. Sur les 80 894 chinois touchés à ce jour par le coronavirus, 3 237 en sont décédés et 69 614 patients ont déjà guéri. Il ne reste plus que 8 043 cas actifs, dont 2 622 se trouvent encore dans un état critique, mais dont l'écrasante majorité devrait néanmoins guérir.

En Italie, les mesures de quarantaine strictes commencent à porter leurs fruits : les trois derniers jours ont vu les nouveaux cas détectés quotidiennement se stabiliser aux alentours de 3 500 alors que la mortalité quotidienne, élevée, se stabilise aux alentours de 350. L'Italie est ainsi bien partie pour gagner la guerre contre l'expansion exponentielle du coronavirus, si son personnel soignant arrive à tenir bon au cours du prochain mois. L'Italie compte aujourd'hui plus de 31 500 cas recensés, dont plus de 2 500 sont morts et 2 060 patients dans un état critique.

En Iran, les mesures de confinement permettent également d'observer un palier témoignant de l'efficacité des mesures d'endiguement du coronavirus. On y déclare actuellement environ 1 200 nouveaux cas quotidiens. L'Iran a aujourd'hui recensé un peu plus de 16 000 patients infectés. Parmi eux, on compte près de 1 000 morts et il reste encore près de 9 800 cas actifs.

La France, l'Allemagne, l'Autriche, la Suède et le Danemark ont pour leur part des taux de prévalence du virus voisins, mais déjà le double du taux de prévalence chinois au moment du pic épidémique. A l'exception de la France, les souches dominantes sont moins virulentes et se traduisent par un taux de létalité et un nombre de cas critiques très inférieurs. Le cas du Royaume-Uni interpelle : la souche la plus virulente ne doit pas ou peu y être présente, ou bien alors, comme c'est le cas pour les USA, le système de santé anglais défaillant pourrait bien sous-estimer l'ampleur réelle de la pandémie...

Enfin, avec près de 11 800 cas recensés, l'Espagne semble aujourd'hui être au début de son épidémie, bien que les mesures de quarantaine strictes aient déjà stoppé la propagation exponentielle du coronavirus, le nombre quotidiens de nouveaux patients infectés avoisine les 2 000, avec un taux de létalité élevé : près de 200 morts ont été recensés au cours des dernières 24 heures pour un total de 533 morts et plus de 560 patients se trouvent dans un état critique. Mais l'espoir est encore raisonnablement permis de voir la pandémie y être stoppée.

La crise sanitaire actuelle provoquée par le COVID-19, ainsi que ses répercussions multiformes, aussi bien économiques que sociales, politiques et géopolitiques, révèlent aujourd'hui la complète faillite du bloc atlantiste, une faillite qui était inéluctable depuis bien longtemps, mais dont elle va inévitablement accélérer le terme final.

Nos élites atlantistes, avec leur cohorte de spécialistes et de conseillers, ne peuvent ignorer tout cela et de nombreux indices témoignent du fait qu'elles ont indéniablement commencé à s'y préparer.

Suite au plongeon historique des grandes places boursières occidentales enregistrées la semaine dernière, un plongeon [sans précédent depuis le krach d'octobre 1987](#), la FED a déclaré qu'elle injecterait au moins 1 500 milliards de dollars sur les marchés monétaires à court terme, soit [plus du double du montant total du plan TARP injecté au cours de la Crise des subprimes](#)... La BCE lui a d'ores et déjà emboîté le pas en annonçant un plan de 120 milliards d'euros d'achats d'obligations supplémentaires pour l'année en cours.

Le Capital financier atlantiste est aujourd'hui à l'agonie et sent bien que sa débandade finale est proche. Il est ainsi certain que dans la coulisse, les milliardaires occidentaux du [Fortune Global 500](#), essaient dès aujourd'hui de sauver ce qu'ils le peuvent de leurs capitaux avant l'effondrement final de ce qui restait de l'économie de leurs métropoles impérialistes d'origine. On assiste aujourd'hui déjà à des mouvements de capitaux anormaux, d'une ampleur et d'une portée historique comparables à ceux qui avaient précédé l'effondrement du bloc de l'Est en 1989-1991...

Après tout, comme le remarquait déjà si justement Karl Marx en son temps, « l'argent est la patrie de l'industriel » et, comme l'a encore très récemment démontré l'éminent Professeur-chercheur universitaire canadien Michel Chossudovsky, [les puissants de ce Monde ne rechignent devant aucun crime](#) dès lors qu'il en va de la bonne marche de leurs affaires... Alors sacrifier le niveau de vie des peuples de leurs ex-métropoles dominantes pour se sauver eux-mêmes n'est pas un problème...

La même chose vaut pour l'Europe, où la débandade économique a également débuté. Le 17 mars 2020, on a ainsi entendu une annonce au premier abord surréaliste dans la bouche du [Ministre de l'Economie et des Finances](#) :

« Alors que de nombreux fleurons tricolores voient leur survie menacée par l'impact dévastateur de la pandémie de coronavirus, le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, s'est déclaré mardi prêt recourir à "tous les moyens" y compris la nationalisation pour "protéger" les multinationales françaises les plus affectées ».

Parmi les candidats au rachat par l'Etat bourgeois ont d'ores et déjà été cités la compagnie aérienne Air France / KLM, ainsi que le secteur automobile... D'autres suivront certainement. Oui, vous avez bien entendu « nationalisation » !

En d'autres termes ce vieux roublard (transfuge issu de l'UMP), annonce qu'après avoir laissé ses copains milliardaires engranger les profits de ces multinationales durant les années fastes, il souhaite maintenant leur permettre de récupérer leurs billes en socialisant les pertes, aux frais du contribuable !

Comme à son habitude, l'Etat bourgeois privatise ainsi les monopoles qui marchent bien (comme la Française des Jeux récemment) pour en faire profiter leurs petits copains, et dès que la faillite pointe à l'horizon, ces milliardaires recèdent leurs parts à l'Etat bourgeois, et c'est alors évidemment au petit peuple d'en payer les frais, via les impôts et la dette publique.

C'est ce qu'on appelle la privatisation des profits et la socialisation des pertes...

Assurément la facture finale promet d'être très lourde.

Le respect des sacro-saint critères de rigueur budgétaire, pourtant si souvent mis en avant par les attelages gouvernementaux qui se sont succédés au cours de la dernière décennie pour justifier l'austérité, n'aura ainsi pas survécu au coronavirus... Qu'est-ce que cela peut donc signifier ?

L'Etat bourgeois va donc indemniser les gros milliardaires et leur éviter d'essuyer trop de pertes (pour qu'ils puissent récupérer et placer leurs billes ailleurs). Pour racheter « ses fleurons nationaux » au bord de la faillite, l'Etat bourgeois n'a qu'une possibilité en période de crise économique : le faire en laissant filer son déficit budgétaire et donc en recourant à l'émission de dette obligataire.

Mais c'est là que le bas blesse, car la carte de la dette obligataire a déjà été grillée en 2008-2009, quand il a fallu éteindre l'incendie de la crise des Subprimes. Il y a dix ans, la dette obligataire atteignait déjà des niveaux records qui avaient contraint à baisser très fortement les taux d'intérêts servis afin de pouvoir rendre soutenable le seul paiement des intérêts de la dette.

En France, ce seul poste a absorbé près de 42,5 milliards d'euros en 2019. Au début de l'année 2019, le montant de la dette publique française était de 2 359 milliards d'euros, correspondant à un niveau de 99,6 % du PIB. Mais quel investisseur censé se risquerait aujourd'hui à acheter la dette d'Etats impérialistes au bord de la faillite ? Aucun évidemment !

Faut-il que l'effondrement économique soit proche pour que les chantres de « l'ultra-libéralisme » en viennent aujourd'hui à envisager la nationalisation prochaine de multinationales françaises !...

On nationalisera donc, et puis quelques mois plus tard, face au déficit abyssal de l'Etat bourgeois, on le déclarera en faillite faute de trouver d'acquéreur pour les colossales émissions de dette obligataire. On fera alors entrer le peuple dans la spirale infernale de dévaluations monétaires massives qui dévalueront la valeur de l'épargne des couches populaires... Socialisation des pertes, disions-nous...

Combien de temps cette mascarade destinée à couvrir leur fuite durera-t-elle ? Quelques mois ? Un an ? Deux ans ? Guère plus en tout cas...

Le Capital financier atlantiste décrédibilisé s'exilera alors si besoin à l'étranger, sous des cieux plus cléments – aussi bien pour poursuivre ses affaires... que pour sauver sa peau –, et passera alors le relais d'une situation économique, sociale et politique chaotique aux représentants des classes petite-bourgeoises en souffrance, couches dont le RN est aujourd'hui le principal porte-parole en France. Aux USA, l'instinct de préservation des couches populaires va déjà beaucoup plus loin que celui du peuple de France qui dévalise les rayons des supermarchés pour faire le plein des produits de première nécessité. On y observe ainsi déjà les américains se ruer sur les armureries, [en prévision de futurs troubles à l'ordre public](#) :

« Ammo.com, un magasin de munitions en ligne, a aussi récemment constaté une augmentation de ses ventes. Selon la société, les transactions ont augmenté de 68 % du 23 février au 4 mars, par rapport aux 11 jours précédents ».

Le retour aux USA d'un remake moderne du Far West pourrait bien ainsi advenir rapidement, mais non pas dans le contexte moral plein d'espoir du « rêve américain », celui de la première moitié du XIX^{ème} siècle où « tout était possible », mais dans un contexte moral très dégradé et délétère induit par le brutal déclassé économique et social qui ne pourrait que donner des proportions gigantesques aux problèmes du banditisme et des tensions interethniques...

Vincent Gouysse, le 18/03/2020 pour www.marxisme.fr